



## « Pacte de responsabilité » de Hollande :

# Rien à négocier, tout à rejeter !

### Journée nationale de grève, mardi 18 mars,

à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires  
Manifestation, 13h30, à Montparnasse (place du 18 juin)

Le cœur de François Hollande penche du côté du patronat, de la finance et de l'Union européenne. Ce n'est pas une découverte.

TVA anti-sociale, facilitation des licenciements, extension du travail du dimanche... : **Sarkozy en a rêvé, Hollande et la « gauche » arrivent le faire.** Les travailleurs, les familles le paient très cher sur leur pouvoir d'achat, leur emploi.

**Pour 2014, la feuille de route du gouvernement et du patronat est très lourde** comprenant la suppression du financement des allocations familiales, une étape gravissime de la casse de la SNCF, une super-austérité, notamment avec l'assèchement des finances des communes.

**Le soi-disant « Pacte de responsabilité » concentre tout ce programme de casse sociale et économique : 50 milliards d'euros pris aux travailleurs pour les donner aux profits.**

Le pouvoir recourt à toutes les diversions politiques sans craindre de gonfler les extrêmes-droites. C'est très grave. On voit ce qui se passe dans d'autres pays.

Etiqueté de « gauche », il escompte jouer de cette grande duperie qu'est le « dialogue social ». Il peut compter sur la complaisance d'organisations syndicales de collaboration prêtes à « négocier et signer ». **Dans le « Pacte », le Medef ne cède aucune contrepartie ! Depuis 20 ans, les milliards d'euros d'aides et d'exonérations de cotisations au patronat n'ont pas réduit le chômage, au contraire !**

**Quand la vie des salariés, des retraités et des jeunes devient plus dure, ça roule pour le CAC 40 ! 80 milliards d'euros de profits en 2013, 43 milliards de dividendes à distribuer.** Ça roule pour les grandes fortunes, en forte hausse, 24 milliards pour Bettancourt, 11 pour Pineau, 13 milliards pour Serge Dassault qui profite de soutiens scandaleux dans le monde politique.

**Alors stop ou encore ?**

**Les illusions semées pour court-circuiter le mouvement populaire, sur un « changement » aux élections de 2012 sont tombées.** Les conditions d'une mobilisation

de l'ampleur de celle de 2010 pour les retraites, mais qui aille jusqu'au bout, existent.

### **Communistes, nous appelons à se battre pour des ruptures immédiates :**

**NON AU « PACTE DE RESPONSABILITE » DANS TOUTES SES COMPOSANTES :**

**- Annulation des hausses de TVA**

**- Préservation des allocs familiales, des services publics, des ressources des collectivités locales**

**- Retrait du « CICE » « crédit d'impôts compétitivité » 20 milliards d'euros au patronat par an sur les salaires**

**- Rejet de tout nouveau cadeau au patronat** (exonération de cotisation, baisse de l'impôt sur les sociétés)

**PLUS QUE JAMAIS :**

**- Suppression des exonérations de cotisations sociales patronales, 35 milliards d'euros par an, aux dépens de la Sécu et les dépenses sociales de l'Etat, sans effet sur l'emploi.**

**- Abandon de la « réforme » ferroviaire, étape de l'éclatement et de la privatisation de la SNCF**

**- Nationalisation d'Arcelor-Mittal et de PSA.** Il est inconcevable que l'Etat (Montebourg !) rentre à hauteur de 1 milliard d'euros dans le capital de PSA pour faciliter la casse de la production et l'arrivée de capitaux chinois.

**- Fin de l'application des traités et directives européens, rupture avec l'euro,** instrument destiné à imposer les politiques de destruction économique et sociale dans chaque pays.

**Les prochaines élections municipales, au-delà des enjeux locaux, ne permettront pas d'exprimer cette exigence d'alternative politique.**

C'est plus que jamais par les luttes sur ces objectifs de rupture, partant de la résistance au quotidien dans les entreprises, les quartiers et les campagnes, que peut s'organiser efficacement la colère.

**TOUS DANS LA RUE LE 18 MARS !**